



Denis Merklen

Pourquoi brûle-t-on des bibliothèques ?

Presses de l'enssib

Chapitre 2 : Dedans et dehors, la bibliothèque, l'école et la presse

DOI : 10.4000/books.pressesenssib.2151
Éditeur : Presses de l'enssib
Lieu d'édition : Villeurbanne
Année d'édition : 2013
Date de mise en ligne : 19 décembre 2017
Collection : Papiers
ISBN électronique : 9782375460887



<http://books.openedition.org>

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2013

Référence électronique

MERKLEN, Denis. *Chapitre 2 : Dedans et dehors, la bibliothèque, l'école et la presse* In : *Pourquoi brûle-t-on des bibliothèques ?* [en ligne]. Villeurbanne : Presses de l'enssib, 2013 (généré le 01 février 2021). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/pressesenssib/2151>>. ISBN : 9782375460887. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.pressesenssib.2151>.

Ce document a été généré automatiquement le 1 février 2021.

Chapitre 2 : Dedans et dehors, la bibliothèque, l'école et la presse

- 1 « Si Sarko passe, on vous brûle la bibliothèque. »¹
- 2 J'interroge donc ces conflits observés dans le cadre des bibliothèques et ces incendies qui nous interpellent en reprenant à mon compte la question de la place que le livre et, plus généralement, l'écrit occupent au sein de la culture populaire. Le cas des bibliothèques de quartier ne permet évidemment de considérer ce problème que très partiellement. Mais inversement, enquêter sur les rapports conflictuels que les bibliothèques entretiennent dans leur quartier d'implantation devient chose impossible si on ne pose pas cette question fondamentale. Je voudrais donc revenir ici encore une fois sur l'économie des échanges entre la bibliothèque et ces quartiers périphériques. Où se trouve la bibliothèque ? Quelle est sa place dans l'espace du quartier ?
- 3 Nous avons vu que, pour une bibliothécaire, « *ici on est en France, on ne parle pas comme ça* ». Nous avons vu encore qu'un habitant considère qu'on peut faire un entretien dans les locaux de la bibliothèque, car « *on est chez moi ici* », mais que lui-même, ne connaissant pas les règles à observer, imite les autres, prend des livres pour s'asseoir à une table et lance « *il faut faire comme tout le monde* ». Nous avons également vu comment la bibliothèque se situe à distance et en communication avec d'autres institutions, du McDonald's aux institutions scolaires en passant par les institutions religieuses, l'antenne jeunesse ou les radios associatives. Je voudrais m'arrêter ici un moment sur la manière dont les bibliothécaires pensent leur rapport à l'école et sur cette relation école-bibliothèque. Sans prétendre encore épuiser ce rapport fort complexe, son exploration nous permettra de tenir compte d'une dernière facette de la présence des bibliothèques dans les quartiers, et de la culture de cette fraction des classes populaires qui peuple les « cités » de nos banlieues.

Les bibliothèques et les écoles

- 4 « Je prône la lecture individuelle, pour ne pas faire comme l'école justement. Pour pas être l'Éducation nationale. C'est très important. »

- 5 Charlène, bibliothécaire.
- 6 La grande majorité des bibliothécaires que nous avons rencontrés au cours de l'enquête donne une explication des émeutes en fonction du contexte social de ces quartiers populaires. Dans ce cadre, la violence constitue une pièce importante de leur caractérisation. Qu'en est-il de leur explication sur le fait que des écoles, comme les bibliothèques, puissent être prises pour cibles au cours de ces troubles urbains, ou devenir le théâtre quotidien de conflits divers ? À la situation sociale évoquée comme cadre général des émeutes, ils vont ajouter une hypothèse sur le fonctionnement des institutions présentes dans les quartiers. D'un côté, l'État et le système politique seraient « méprisants », réduisant les quartiers à une minorité jetée dans l'oubli ou dans l'abandon. D'un autre côté, certaines institutions exerceraient une violence directe sur les habitants des quartiers, notamment la police et l'école. Le mépris et la violence institutionnelle agissent, toujours dans le discours des bibliothécaires, de manière renforcée comme conséquence d'un contexte de discrimination « ethnique » dans des quartiers où la population d'origine africaine, maghrébine ou asiatique est majoritaire. Or, jetant ainsi la pierre sur ces institutions, les bibliothécaires et avec eux beaucoup d'autres agents, autorités et hommes politiques laissent les bibliothèques en dehors du champ conflictuel. « Alors, disent-ils, je comprends qu'on puisse s'affronter à la police et, à la limite, qu'on puisse attaquer une école. Mais une bibliothèque ? Alors là, je ne comprends plus rien ! » Pourquoi ?
- 7 Tous les bibliothécaires que j'ai rencontrés ont souligné combien il leur paraissait fondamental de distinguer la bibliothèque de l'institution scolaire. C'est une distinction fréquente, car elle est constitutive de la profession. « Un bibliothécaire, c'est pas un instituteur », et pourtant, rien ne semble plus proche, dans l'espace du quartier, que l'école et la bibliothèque². Les professionnels des bibliothèques veulent asseoir la légitimité de leur action sur l'opposition qu'ils construisent entre ce qu'ils appellent la « lecture plaisir » et une « lecture prescrite » ou « contrainte ». La première est celle qu'ils promeuvent, la seconde renvoyant évidemment au monde de l'école. D'où vient cette distinction aussi systématiquement prônée par les bibliothécaires ? Cette revendication du plaisir face à la contrainte et au devoir leur permet d'affirmer leur spécificité et même la légitimité de leur action face à l'institution scolaire. Confrontée à une école dont le programme institutionnel est guidé par la mission d'éduquer et d'instruire, un programme qui fixe des objectifs et qui sanctionne, qui définit donc ce qu'il faut lire et comment le lire, la bibliothèque se veut un espace ouvert destiné à servir la demande et les envies multiples et librement (in)déterminées par son public. Comme on le sait, ce discours naît au moment où se sont constituées la profession et la lecture publique, au tournant du XX^e siècle, période où la profession de bibliothécaire tente de faire une place à la « lecture publique » entre l'école et l'église, d'un côté, et les bibliothèques populaires et les bibliothèques érudites, de l'autre³. C'est à ce moment-là que le discours de la « lecture plaisir » se constitue comme projet politique destiné au « citoyen » grâce, entre autres, à l'action d'institutions comme l'Association des bibliothécaires de France (ABF). « Le discours des bibliothécaires est porté par un mythe fondateur qui mettrait des techniciens au service de la lecture d'adultes et non pas des prescripteurs au service des lecteurs analphabètes ou mineurs. »⁴ Le cœur du débat, et de la capacité des bibliothèques à se différencier des autres institutions de promotion de la lecture et du livre, se trouve donc autour du concept de

« prescription » et du caractère « pédagogique » ou pas du projet culturel porté dans chaque cas.

- 8 Dans le cadre de la conjoncture actuelle des bibliothèques de quartier, cette revendication de la « lecture plaisir » se décline d'une manière renouvelée. Elle est d'autant plus affirmée ici qu'elle apparaît nécessaire aux yeux des bibliothécaires travaillant dans des quartiers où la majorité de la population semble éloignée de certaines dispositions culturelles, comme celle de fréquenter les bibliothèques. Cette distance vis-à-vis des pratiques de lecture, associée à un parcours scolaire conflictuel et douloureux, est régulièrement avancée par les professionnels pour légitimer leurs pratiques conçues en termes de « nous, on est pour la lecture plaisir ». Pour les bibliothécaires, cette idée de lecture « plaisir » et « individuelle » est devenue un véritable cliché de la profession. Un cliché renforcé par deux autres affirmations souvent répétées : « *On n'a rien d'un lieu scolaire, on n'a rien d'un lieu chiant, c'est que du plaisir, du loisir, et idem pour la Maison de l'enfance, je veux dire... Y a aucune forme de... Y a pas eu de rapport scolaire avec eux, jamais, c'est ludique !* »
- 9 Cette revendication d'un rapport au plaisir est accentuée par la multiplication des supports disponibles et proposés au public au sein des médiathèques. En effet, le livre a longtemps été le support roi de la bibliothèque, source fondamentale de légitimité et aussi support privilégié sur lequel repose la position des bibliothécaires⁵. Avec le passage de la bibliothèque à la médiathèque, la place jadis centrale du livre se voit déstabilisée. Tandis que la bibliothèque est associée à un lieu de distinction, la médiathèque apparaît comme quelque chose de familier. Les bibliothécaires suivent un sens commun aux professionnels de la culture selon lequel l'évolution des pratiques culturelles et de loisirs, d'un côté, et les évolutions technologiques, de l'autre, ont conduit à une baisse des pratiques de lecture dans la population en général⁶. Un sens commun selon lequel la culture de l'écran entraînerait inévitablement la mort du livre et même du lecteur⁷. Face à ces nouvelles pratiques et suivant les représentations qu'ils se font de la jeunesse et des classes populaires des quartiers, les bibliothèques se sont ouvertes à de nouveaux supports, ont diversifié leurs fonds, leurs collections et leurs activités en multipliant les animations, les partenariats avec des institutions diverses et variées. Ainsi, pour les quartiers, l'intégration de la bande dessinée, du manga, de l'audiovisuel, des CD et de la culture hip-hop, et plus récemment les ordinateurs avec accès à Internet, ont à chaque fois constitué des étapes importantes⁸. Et cette ouverture qui ne cesse de poser problème aux bibliothécaires est loin de finir, comme le témoigne la question de la presse « people » – sur laquelle nous reviendrons plus loin. Une bibliothécaire nous dit qu'« *il faut des espaces où le livre n'est pas majoritaire* », et une autre, dans le même sens, affirme la nécessité d'« *avoir d'autres supports que le livre, c'est très important, parce que les gens viennent pour les DVD, les ordinateurs...* ». À la recherche d'une nouvelle légitimité et surtout d'une nouvelle image plus attractive, les bibliothèques et leurs personnels s'attachent à nouveau à la notion de plaisir, cherchant à se distinguer ainsi de l'institution scolaire, lieu de formation, d'évaluation et de sanction, revendiquant et défendant une « lecture plaisir » par opposition à la « lecture devoir », prescriptive et contraignante, de l'école.
- 10 Dans ce cadre, il est plus facile de voir la difficulté qu'ont les bibliothécaires à comprendre pourquoi les bibliothèques sont prises pour cible. De leur point de vue, on peut concevoir que soit attaquée une école, institution de contraintes. Mais on ne peut pas comprendre les violences à l'encontre des médiathèques, conçues comme des

espaces de liberté et une source potentielle de plaisir. Ainsi, autant l'image est noircie du côté de l'école, autant celle des bibliothèques devenues médiathèques en sort blanchie. Dans des quartiers où les taux d'échec scolaire et de chômage sont largement supérieurs aux moyennes nationales, l'école est pointée du doigt comme une institution qui exerce une certaine violence à l'encontre de cette partie de la population. Elle est signalée non seulement parce qu'elle ne tiendrait pas ses promesses d'intégration, mais aussi parce que, à cet échec d'intégration sociale, s'ajoute l'expérience douloureuse du rapport à l'écrit dans le parcours scolaire. Aussi, ce n'est pas qu'elle n'arrive plus à intégrer les classes populaires comme par le passé : elle est devenue elle-même un agent d'exclusion. L'école est dénoncée pour la violence qu'elle exerce sur les enfants en les laissant en dehors des possibilités d'intégration sociale. Ainsi perçue, l'école apparaît comme l'institution qui laissera les hommes de demain sans chances d'intégrer le marché de l'emploi, car les écoliers qu'ils sont aujourd'hui ne maîtrisent ni la grammaire, ni l'orthographe, ni la syntaxe. C'est pourquoi les bibliothécaires rencontrés craignent tant l'amalgame de l'institution scolaire avec la bibliothèque. Si une telle association se produit, faisant de la bibliothèque une institution parascolaire, on pourrait alors comprendre pourquoi des bibliothèques sont attaquées. Mais cette vision est rejetée par les bibliothécaires. Et en raison de cette volonté de se démarquer du système scolaire et de cette revendication du plaisir, certains professionnels ne s'expliquent pas que des bibliothèques puissent être l'objet de violences, ou alors ils se disent que si la bibliothèque peut être ainsi mise en question, c'est parce qu'elle se trouve finalement proche de l'institution scolaire : *« Je comprends pas [la violence], car les bibliothèques proposent de l'antiscolaire aux gens. Je comprendrais plus qu'on brûle un collège à la limite, à cause de la violence qu'il y a, entre les élèves, entre les profs et les élèves. Et puis ça représente l'État. Alors que la bibliothèque, c'est la liberté, les lumières, les couleurs. »* Charlotte, bibliothécaire.⁹

- 11 Une minorité souligne le potentiel de violence que représente une institution culturelle comme la bibliothèque, institution longtemps réservée à une certaine élite intellectuelle et sociale. La bibliothèque peut être source de violence à cause de l'image qu'elle renvoie, des représentations qu'elle véhicule, celles d'une institution culturelle, de la culture « légitime », « sérieuse », en opposition immédiate avec une culture plus populaire, plus familiale, représentée par la médiathèque, tournée vers la consommation des produits culturels les plus médiatisés et de divertissement. Comme nous dit cette bibliothécaire : *« C'est en réaction à une violence, parce qu'on représente la culture, les bibliothèques elles avaient cette tradition-là de... fallait monter les escaliers. Il faut que ce soit vivant, qu'ils n'aient pas l'impression de rentrer dans la maison de LA culture »,* ou comme souligne cette autre : *« Oui, qu'ils s'en prennent à des institutions culturelles, oui ça me paraît pas si bizarre, étrange, illogique. Parce que finalement la Culture, telle qu'on l'entend avec un grand C, c'est pas leur culture forcément. Ils ont une culture qu'on ne prend pas forcément en compte, qu'on dénigre. »*
- 12 Cette distinction présente le dilemme existant entre une culture jugée « populaire », « au ras des pâquerettes », et une culture considérée comme plus « élitiste ». Un dilemme également visible dans l'opposition faite entre les bibliothèques « centrales » et les « annexes » et renforcée donc par la transformation des bibliothèques en médiathèques. Selon cette idée, les annexes de quartier et les médiathèques concentrent plus les ouvrages « grand public », les centrales proposant des produits culturels reconnus comme plus « sérieux ». Et cette représentation s'associe aisément avec un imaginaire du type « centre/périphérie » fonctionnant comme un schème de

perception de cette fraction des classes populaires pensée avec des mots tels que « banlieue », « cité HLM » ou « quartier » (voir *infra*, « Centre et périphérie », p. 213 sq.) : « Dans les quartiers, on leur met des CD de rap, comme s'ils ne pouvaient pas écouter autre chose. Pourtant, moi j'en ai vu des gamins qui n'écoutaient que du rap, et qui, petit à petit, se sont tournés vers autre chose. »

- 13 Si la totalité des bibliothécaires revendique la lecture plaisir face à l'école, une minorité (moins de 10 % de nos interviewés) comprend que la bibliothèque et l'école puissent être mises dans le même panier. L'une et l'autre souffrent des conséquences de la violence qu'elles (ou leurs personnels) exercent sur les élèves et les usagers. Parmi les bibliothécaires à avoir ainsi mentionné la bibliothèque comme source potentielle de violence, il y a ceux qui signalent le comportement de leurs collègues vis-à-vis de certaines catégories d'usagers, comportements parfois marqués par un certain racisme ou une condescendance jugée déplacée. La bibliothèque se rapproche ici des problématiques de l'école en ce qu'elle apparaît comme une institution qui exclut, mais qui exclut comme conséquence de la distance entre instituteurs et bibliothécaires d'un côté et population de l'autre. Une distance sociale qui apparaît comme redoublée par le racisme.

« Il y a des comportements des fois de collègues que je trouve inadmissibles, ils jouent avec le règlement. Être très rigoureux avec le règlement envers une certaine catégorie de personnes et puis assez coulant envers d'autres catégories de personnes... Ils se permettent des trucs qui ne sont pas dans le règlement. Et quand c'est pas dans le règlement, on est dans l'arbitraire envers une certaine catégorie de personnes et pas envers d'autres catégories de personnes. » Michel, bibliothécaire.

- Vous avez des exemples en tête ?

« Euh... À mon avis, c'est mon intime conviction, des gens racistes et/ou islamophobes. Parce que ça va viser par exemple des femmes voilées. L'autre jour, une femme voilée qui venait utiliser Internet avec son enfant, il se trouve que l'enfant se met à pleurer et cette personne s'est fait humilier en disant : "Vous sortez !"... La moindre des choses, c'est d'aller voir la personne, de lui parler à voix basse, d'essayer d'avoir une... Voilà, c'est ce que j'appelle une application rigoureuse du règlement. Il n'y a pas besoin d'humilier les gens pour leur faire comprendre comment fonctionne une bibliothèque. Elle était probablement elle-même gênée du fait que son enfant pleure. Il faut lui proposer une solution et pas l'humilier comme ça, aller la voir, lui parler à voix basse. Essayer d'avoir des contacts, respecter les gens, leur montrer qu'on les respecte aussi, parce qu'ils sont très sensibles à ça. » Michel, bibliothécaire.

« Il y en a, c'est vrai, ils parlent pas très bien français, mais, et alors ? Faut pas les prendre pour des cons, faut les respecter ! Y en a [des bibliothécaires] qui leur parlent d'une façon, un manque de respect... [...] Ce qu'ils aiment, c'est du Bellemare, du Steel, on a qu'à en prendre, mais non, notre ancienne responsable, elle trouvait que c'est de la merde... Et elle le faisait comprendre, alors après ils reviennent plus, évidemment... » Inès, bibliothécaire.

« Mais attaquer une bibliothèque, je comprends. C'est le même rejet par rapport à l'école, le savoir pour être formé, faut trouver sa place dans la société, mais ça marche pas, ça fait mal. C'est l'image de l'échec. Pour certains enfants en échec, l'école et la bibliothèque sont dans le même panier, notamment à cause du travail avec les classes. » Cécile, bibliothécaire.

- 14 La bibliothèque se rapproche de l'école aussi en ce que l'une comme l'autre représentent l'État, l'autorité, les pouvoirs publics, la municipalité. Elle serait mise à mal, car elle est l'acteur, dans ces quartiers de relégation, d'une puissance politique jugée injuste et violente en raison du racisme et des discriminations, et surtout en raison du fait qu'elle revendique la légitimité de pouvoir décider lequel, parmi les jeunes, pourra continuer sa route vers le progrès et lequel restera sur place, exclu de

l'école (ces derniers représentent près de 40 % dans la banlieue nord de Paris). Comme dans les propos de ces quatre bibliothécaires :

« Dans leur colère, ils y voient des représentants d'une puissance politique qui les méprise, et comme ce sont pour eux des symboles, c'est à ça qu'ils s'attaquent. » Arthur, bibliothécaire.

« C'est l'image de l'État, et de la ville plutôt. Je vois pas en quoi... S'ils se révoltent, c'est que, quelque part, on les attaque, on leur a fait du mal... Et je pense pas que l'école, la bibliothèque fait du mal à ces personnes. » Marine, bibliothécaire.

« Ils mettent tout dans le même panier, l'État, la mairie, les services publics, l'école, la bibliothèque, ils n'ont pas conscience des choses... » Inès, bibliothécaire.

« C'est sûrement pas le hasard, y a plusieurs choses. Quand on s'attaque à une bibliothèque, on s'attaque à un service public, donc à la police... Et la bibliothèque, c'est bien souvent, dans ces quartiers, le dernier service public. » Joseph, bibliothécaire.

- 15 Les bibliothécaires qui ont la vision la plus positive de leur travail, ceux qui sont portés par l'espoir et qui accordent une véritable valeur à la mission de la bibliothèque (l'immense majorité des bibliothécaires !), ceux qui parient sur l'avenir des bibliothèques dans les quartiers, voient celles-ci comme de véritables centres sociaux. Beaucoup affirment l'action de la bibliothèque à la fois grâce à une adaptation à la réalité (culturelle) des classes populaires d'aujourd'hui (qui les différencie de celles du passé), à une volonté des bibliothécaires de s'extraire hors des murs de la bibliothèque et de mettre en place des partenariats avec les autres acteurs des quartiers. La bibliothèque se présente ainsi comme un vecteur de renforcement de l'inscription territoriale des classes populaires. Elle amènerait la société dans le quartier et permettrait à ses habitants de se projeter au-delà des limites d'une situation d'enfermement. Ainsi, une bibliothécaire d'Aubervilliers décrivait le rôle important que joue la bibliothèque dans l'accompagnement des enfants du quartier en situation d'errance, voire d'abandon, « surtout l'été, quand toutes les structures sont fermées et les enfants n'ont plus où aller ». La bibliothèque devient ainsi une force du quartier à côté des autres institutions, nombreuses : une maison de l'enfance, un centre de loisirs, une école maternelle et une école primaire, un collège, une coordination du quartier de la mairie, une association artistique. Au-delà de leur rôle classique, les bibliothèques que nous avons visitées vont sortir des murs et même jusqu'à « accompagner des enfants sur Paris, en RER, une découverte pour eux, voir une exposition Jacques Prévert à la mairie de Paris, parce qu'ils ne savent même pas ce que c'est de prendre le RER, ils vont découvrir ». Or, il est vrai que cette « sortie » a pour effet de déstabiliser le rôle du bibliothécaire tant ces dynamiques sont hétérogènes et étrangères aux représentations classiques d'un métier essentiellement conçu autour du livre. Un autre bibliothécaire nous raconte comment, face à un vol, il est simplement sorti de la bibliothèque pour se rendre au gymnase où il savait qu'il trouverait les auteurs du vol. Il les a interpellés en leur disant fermement « je veux que dans l'après-midi vous me rameniez les 75 euros qui manquent », ce qu'ils ont fait ; et il ajoute aussi que « si j'avais porté plainte, ça aurait merdé ».
- 16 Mais les projets et les idées avec lesquelles la bibliothèque s'ouvre au quartier dépendent grandement du point de vue des bibliothécaires, des représentations qu'ils se font du quartier. Il apparaît ici comme un « autre » sur lequel on agit. L'altérité est pensée en référence à un passé « populaire » dominé par une « classe ouvrière » idéalisée, et surtout à une présence culturelle représentée par des images « ethniques ». C'est ainsi que, lorsque les bibliothécaires nous rapportent « ce qui marche », c'est-à-dire ce qui attire le plus de public, les bonnes actions se résument à quelques centres d'intérêt bien définis : la culture hip-hop, la question raciale et du racisme, la culture

« *d'origine* » (le plus souvent présentée comme une culture non lettrée dans les topiques de la danse, la musique, la cuisine...). Parfois, lorsqu'ils parlent de la problématique au cœur des bibliothèques (le manque d'intérêt du public « adulte »), « *ce qui marche* », ce sont les activités culturelles pour enfants, la littérature pour retraités (littérature de terroir, romans d'amour) et le sport (représenté par la lecture de *L'Équipe*).

- 17 À la question : « Pensez-vous que la bibliothèque peut être source de violence, que la bibliothèque peut faire violence à quelqu'un ? », environ un tiers des bibliothécaires ont répondu positivement en établissant un lien entre « *la violence* » et « *la culture* », « *le livre* » ou « *les classiques* ». Ainsi, quelqu'un a répondu à cette question par un « *c'est vrai qu'on a d'autres choses que des classiques* ». L'idée est double. D'une part que « *le livre* » et notamment « *les classiques* » peuvent faire violence ou susciter la violence ; d'autre part qu'il y a une association culture-livre-classiques-élites. Par cette interprétation, les bibliothécaires actualisent une représentation selon laquelle il y a une forme de production culturelle (« *la culture* ») qui fait violence aux classes populaires des quartiers. La plupart du temps, l'idée est que les bibliothèques font violence aux habitants en provoquant un sentiment de dépossession : « *l'école n'est pas pour eux, la bibliothèque n'est pas pour eux, chez eux, c'est pas pour eux non plus. [...] C'est un lieu trop étranger pour eux... C'est pas ce qu'ils aimeraient y trouver, c'est une agression, c'est des livres. Et des livres, pour y entrer dedans, pour être à l'aise dans un endroit comme ça, il faut être apaisé dans sa tête, ne pas avoir de soucis. Ou même oser pousser la porte et même s'ils ne prennent pas de livres, y en a certains qui sont là pour parler avant de rentrer à la maison, pour faire leurs devoirs, pour avoir de l'aide et puis avoir un regard qui ne juge pas.* » Marie-Christine, bibliothécaire.
- 18 Le problème se présente encore une fois de façon profondément ambiguë et, en conséquence, alimente une tension. D'un côté, l'association « bibliothèque-classiques de la littérature » renvoie à la représentation d'une « élite » qui traiterait avec mépris des classes populaires auxquelles il faudrait reconnaître simplement d'autres intérêts, d'autres priorités et, *in fine*, d'autres goûts. Alors, les bibliothèques de Plaine Commune participent à l'évolution générale des bibliothèques publiques qui, depuis une vingtaine d'années déjà, deviennent « médiathèques », diversifient leurs collections, entourent le roi livre d'une multitude d'autres supports qui représentent autant de consommations culturelles s'imposant dans le marché et dans l'évolution des médias. Bande dessinée, mangas et disques de rap ont trouvé leur place ; dans les coins presse se côtoient la plupart du temps *Le Monde* et *L'Équipe* ; les livres de bricolage ou de cuisine, les méthodes de langue, les guides du bien-être ou les guides pour la recherche d'un emploi semblent bien avoir déplacé le roman du prix Goncourt, la philosophie, la sociologie et la psychanalyse, les humanités. C'est le sens de la campagne d'affiches sur le thème de « C'est gratuit ! » et de « C'est pour tous ! » qui a occupé l'espace public des huit villes du réseau et que nous avons citée plus haut. Cette évolution dans la conception des collections, les bibliothécaires la présentent de plusieurs manières. Certains pensent qu'il faut plus de livres « *grand public* » ou ce qu'ils appellent aussi des « *livres d'appel* », c'est-à-dire des livres pratiques (par exemple, méthodes de langues, livres de cuisine ou manuels de bricolage) et plus proches du goût des habitants : « *que les gens trouvent à la bibliothèque ce qu'ils ont déjà à la maison* ». Ces nouveautés s'opposent à une conception jugée ancienne, centrée sur la littérature, mais également autour du « *beau livre* », de ce qui n'était pas à la maison. Maintenant, l'espoir qu'on met dans le

« livre d'appel », est qu'il serve d'appât pour amener les lecteurs de leur maison à la bibliothèque et du livre pratique à la culture lettrée.

- 19 Or, comme nous l'avons vu, dans un cadre de mutations multiples et dans un univers très réflexif comme celui des bibliothécaires, cette position se trouve à son tour contestée par tous ceux qui pensent que, sans visée éducative, la bibliothèque perd son âme et sa raison d'être. Par ailleurs, il y a effectivement l'idée que la culture serait vécue de telle façon qu'elle « fait violence » aux habitants, mais ce serait un sentiment sinon illégitime, du moins irréel de la part de ces derniers. L'idée, c'est qu'une politique de médiation adéquate, qu'un travail d'éducation approprié devraient rapprocher les habitants des quartiers de la culture et leur donner des armes plus sophistiquées pour faire face à une situation de domination dans le cadre de laquelle la culture constitue avant tout un enjeu politique.
- 20 Le principal problème auquel doit faire face la bibliothèque au moment d'aller vers les classes populaires résulte du fait qu'elle désocialise, et ceci sur plusieurs plans. Premièrement, parce que la lecture exige l'isolement, la concentration. Quand on est à côté de quelqu'un qui lit, on sent qu'il est ailleurs, qu'il n'est pas avec nous. Deuxièmement, la lecture renvoie celui qui ne lit pas à son image d'exclu. Et du coup, celui qui lit peut se trouver renvoyé à son tour à l'extérieur du groupe de pairs. Troisièmement, la lecture casse les collectifs qui, dans les quartiers, se constituent massivement sur d'autres pratiques plus grégaires où le partage n'est pas différé, comme dans le cas de la lecture. Tandis que le livre socialise après une lente construction de références littéraires communes, le partage que rend possible la culture populaire à travers la chanson, le sport ou le cinéma, par exemple, donne lieu à un être ensemble immédiat. La culture populaire est grégaire, car elle produit un collectif en train de faire ensemble. Le rapport à l'écrit à travers Internet favorise cette sociabilité, contrairement au livre, perçu comme plus proche des catégories scolarisées, des goûts bourgeois, des classes moyennes, des groupes rivaux. Enfin, parce que, dans la conjoncture actuelle, la culture écrite véhiculée par l'école – et en ceci la bibliothèque et l'école sont du même côté – est l'une des voies principales par lesquelles certains réussissent à s'en sortir. C'est-à-dire à s'inscrire dans une dynamique de promotion sociale qui extrait certains (les « meilleurs » ?) du groupe d'appartenance. Ce sont ceux qui ont le plus de chances de quitter le quartier et souvent de s'éloigner de leur milieu et même de leur famille. Paradoxalement, ce travail de promotion contribue fortement au départ des « couches moyennes », dont on a entendu beaucoup de bibliothécaires dénoncer les effets d'appauvrissement des quartiers, où finiront par se concentrer ceux qui seront restés. C'est pourquoi le lecteur en milieu populaire est sanctionné par le groupe qui naturellement se défend de ce qu'il perçoit comme une menace à sa cohésion. Et la bibliothèque, avec l'école, sont les agents extérieurs qui fournissent les pratiques et les voies de socialisation incitant certains à quitter le groupe.

« Ils ont du mal à devenir autonomes, à s'isoler, à être seuls avec un livre, après, à un moment donné, lâcher l'album et aller vers les premières lectures, les premiers romans. C'est quelque chose qu'ils ont beaucoup de mal à faire, peut-être qu'on leur a donné une mauvaise habitude, à toujours les accompagner, à lire. C'est vrai que c'est des enfants qui sont beaucoup dans un rapport, ils fonctionnent beaucoup en groupe, ils viennent à plusieurs, ils font leurs devoirs, ils sont tous agglutinés sur une même table, ils ont beaucoup de mal à être seuls. La lecture est un plaisir solitaire, il faut être, il faut avoir cette capacité à s'isoler, à rentrer un peu en soi pour plonger dans l'histoire. C'est quelque chose, je pense, qu'ils ont

énormément de mal à faire. C'est vrai que, là-dessus, ils ne sont pas forcément bons lecteurs. Bon, c'est sûr qu'ils ont un niveau de lecture assez faible. » Émilie, bibliothécaire.

La clôture du sanctuaire

- 21 François Dubet insiste sur l'enceinte à la fois symbolique et physique qui entoure l'école et la sépare des familles et du quartier, une enceinte qui permet de délimiter un espace distinct, qui devrait contribuer à la préservation d'une certaine sacralité pour cet espace ainsi maintenu à l'écart des forces communautaires et des conflits sociaux¹⁰. Cette séparation sert aussi à Dubet d'outil analytique pour distinguer les formes de violence associées à l'institution scolaire. Il distingue ainsi les « violences extérieures à l'école », les « violences dans l'école » et les « violences antiscolaires »¹¹. On peut dès lors identifier un type de comportement « anémique » à partir des formes d'indiscipline constitutives de la relation des jeunes avec l'école, dans un cadre de distance sociale des élèves avec la culture scolaire. Ce sont là les violences qui ont lieu dans l'école et qui font le quotidien du travail enseignant dans ce type de quartier, une problématique définie par les enseignants en termes d'« indisciplines ». Les deux autres formes de violence (celles « extérieures à l'école » et celles qualifiées d'« antiscolaires ») obéissent à d'autres raisons. Selon Dubet, il y a une forme de violence qui est importée à l'intérieur de l'enceinte scolaire. C'est le cas des « règlements de comptes » entre jeunes, une violence qui éveille une demande sociale de fermeture de l'école, de séparation encore plus marquée entre l'école et le quartier : il faut augmenter les dispositifs de sécurité, rehausser les enceintes, durcir les contrôles à l'entrée des établissements. Cette forme de violence se distingue ainsi clairement de la première en ce que l'une est intrinsèque à l'institution tandis que, dans l'autre, l'école souffre du contact avec son environnement. Enfin, les « violences antiscolaires » résultent, quant à elles, de la résistance au pouvoir de l'institution et sont orientées contre l'école elle-même. Elles sont l'expression contemporaine du conflit d'une fraction des classes populaires avec l'État. Les violences antiscolaires « se portent contre l'établissement, contre les enseignants, contre les élèves qui “collaborent” avec l'école, ce sont celles qui apparaissent comme les plus dangereuses [...]. Dans les établissements où les élèves ont été orientés contre leur gré, là où domine souvent l'échec scolaire, le groupe des élèves ne se construit pas à côté mais contre l'école [...]. Parce qu'ils sont en situation d'échec et se sentent humiliés par l'école qui ne peut leur donner qu'une image dévalorisante d'eux-mêmes, ils choisissent de défendre leur dignité en créant, dans la communauté des garçons en particulier, une hiérarchie de valeurs qui renverse celle de l'école [...]. Le leader du groupe de jeunes est alors celui qui ne se “compromet” pas avec les enseignants, celui qui ne se laisse pas faire et impressionner par les punitions, celui qui peut devenir violent et régler ses comptes lui-même contre un enseignant qui l'aurait humilié devant la classe »¹².
- 22 Les bibliothèques ne peuvent évidemment pas être confondues avec l'institution scolaire. Les raisons en sont multiples. L'institution scolaire classe les individus par âge, les bibliothèques sont « tout public ». L'école est fermée et maintient les élèves à l'écart de la vie sociale pendant un temps défini et précis, tandis que la bibliothèque est ouverte et les usagers sont libres d'entrer et de sortir à leur gré. L'école est obligatoire, la fréquentation d'une bibliothèque facultative. Les bibliothécaires ne prescrivent pas, il n'y a pas de lecture obligatoire comme à l'école, le bibliothécaire ne contrôle pas la « bonne lecture » ou la lecture juste d'un texte comme doit faire l'enseignant qui vérifie

l'acquisition de connaissances, la compréhension d'un texte ou l'apprentissage de telle ou telle information ou de telle règle du savoir. L'institution scolaire sanctionne, qualifie et donne des diplômes selon un système de mérite, la bibliothèque n'exige en retour que la restitution des documents empruntés. Les sanctions et les diplômes sont attribués à l'école par un personnel investi par l'État de la capacité « objective » de juger, d'évaluer et de sanctionner. Contrairement aux bibliothèques, les écoles fonctionnent selon un « programme » prédéfini auquel doivent se plier enseignants et élèves. De la performance scolaire dépendent, enfin, les chances de réussite sociale, surtout pour les classes populaires. Cependant, au vu des analyses de François Dubet, à entendre les habitants des quartiers et les usagers, le rapprochement entre l'école et la bibliothèque est là. Et à entendre les hommes politiques et les journalistes qualifier les unes et les autres, on voit bien que l'école et la bibliothèque se trouvent dans le même champ symbolique, comme le montrent les chroniques publiées par *Le Télégramme* de Brest lors de l'incendie de l'école et de la bibliothèque du quartier de Pontanézen :

« Le conseiller municipal Fortuné Pellicano réagit avec indignation aux actes de vandalisme perpétrés ces derniers jours, dans plusieurs équipements publics, à Pontanézen et à Sanquer. *“Ce qui s'est produit ces derniers jours, à quelques heures d'intervalle, contre des équipements publics brestois, est tout simplement scandaleux”*, dénonce Fortuné Pellicano. Cocktails Molotov à la médiathèque de Pontanézen, incendie criminel à l'ex-école Nattier et mise à sac de l'école Sanquer : cette trop longue série d'actes criminels est inacceptable. *“Car, à ce niveau, il ne s'agit plus d'incivilités pardonnables mais bel et bien d'actes criminels condamnables. Saccager des écoles et une médiathèque montre bien que les lieux publics sont de plus en plus les cibles gratuites de déchainements imbéciles. Tous les pouvoirs publics, que ce soient les collectivités locales, la police et la justice, doivent montrer leur détermination face à ces actes honteux.”* »¹³

« Après les saccages perpétrés dans la nuit de samedi à dimanche, dans les locaux de l'école publique maternelle et primaire Sanquer et peu de temps après les incidents de Pontanézen, les élus de l'Union de la droite et du centre (UDC), dans un communiqué, se déclarent *“scandalisés par ces actes inacceptables”*. Pour Marie-Annaïck Moal, membre du conseil d'administration de la maternelle et qui s'est rendue sur place, hier après-midi, *“il est plus que temps d'être intransigeant avec ces voyous. L'école est et doit rester un sanctuaire. S'y attaquer, c'est porter atteinte à la population, pour qui l'école est un symbole fort. On attaque une médiathèque à coups de cocktails Molotov, on incendie une école désaffectée, on pille et vole un groupe scolaire”*... Où cela se terminera-t-il ? »¹⁴

« *“S'attaquer à une école et à une médiathèque, ça en dit long sur l'état d'esprit des auteurs de ces actes, s'indigne Hosny Trabelsi. La médiathèque est notamment utilisée par toute une équipe qui y organise des spectacles et des animations, afin de transmettre le goût de la lecture. Une fois de plus, c'est un peu tout le monde, ici, qui est pénalisé par des comportements aussi stupides [...] Nous avons, ici, un millier de jeunes et, seules, peut-être dix ou quinze petites cervelles fragiles qui mettent le bazar. Avec, désormais, des jeunes d'autres quartiers qui débarquent à Ponta, avec dans l'idée que c'est l'endroit le plus chaud de Brest et même de Bretagne... Il faut dire que le reportage de France 2 nous a fait beaucoup de mal¹⁵. Là, c'est comme s'ils avaient obtenu leur Palme d'or”*... Et maintenant ? *“On va se retrousser les manches, comme d'habitude. Avec le programme de rénovation urbaine, nous sommes en train de construire un beau quartier. Alors, il en faudrait plus pour nous décourager !”* »¹⁶

- 23 Notre système politique exige que l'école et la bibliothèque soient délimitées comme un espace protégé des conflits sociaux, politiques, religieux. Cet espace sanctuarisé est l'espace d'un individu séparé de sa sociabilité. Ainsi, abstrait, l'individu est érigé en citoyen. École et bibliothèque se définissent de cette façon comme des espaces politiques selon une conception qui définit le politique dans le sens d'une

« émancipation » de l'individu vis-à-vis de sa condition sociale, celle-ci étant conçue comme une « adhérence », comme quelque chose qui colle à la peau de l'individu et dont le sujet devrait se débarrasser pour aller libre de toute attache vers la citoyenneté. L'individu « réel », aurait dit Marx, est ainsi laissé au quartier et à sa famille¹⁷. L'école, quant à elle, ne reçoit que l'enfant de la République. Mais dans cette définition de l'individu comme citoyen au sein d'un espace séparé de sa sociabilité, il peut finalement être écrasé dans sa politicalité. Pourquoi ? Parce que cette vision de l'espace politique sanctuarisé et lavé du social exige notamment des classes populaires qu'elles abandonnent les modes de mise en actes de la politique qui leur sont spécifiques et avec lesquels elles tentent souvent de se défendre des modes de domination dont elles souffrent. De surcroît, cette conception des institutions définies comme des espaces neutres empêche de voir leur qualité d'agents sur le monde social, les participations de ces mêmes institutions comme agents de la domination sociale.

Incendies de la bibliothèque Jo-Fourn dans le quartier de Pontanézen, à Brest

« Pontanézen. Cocktails Molotov à la médiathèque », *Le Télégramme*.

« Des cocktails Molotov, lancés à travers une vitre préalablement brisée, ont noirci nombre de livres de la médiathèque Jo-Fourn. Conséquence : au moins 15 jours de fermeture au public. Ici, personne n'a oublié cette triste soirée de juin 2000, quand la bibliothèque fut réduite en cendres. Reconstituée, elle a aujourd'hui pris le nom de médiathèque Jo-Fourn. Hier, les habitants du quartier ont trouvé porte close, les vitres s'ornant d'un simple avertissement : "Fermé pour travaux". Car il s'en est fallu de peu que les événements d'il y a neuf ans se reproduisent. Au cours de la nuit précédente, peu après minuit, des inconnus ont en effet brisé l'une des vitres du bâtiment. Ils ont ensuite jeté à l'intérieur plusieurs cocktails Molotov. Fort heureusement, seuls deux ont véritablement explosé. L'alerte a été donnée vers 0 h 45. Grosse fumée : Rapidement sur place, les pompiers ont circonscrit le sinistre. Les dégâts sont néanmoins importants. Les flammes ont détruit une trentaine de livres, des romans du rayon enfants. Mais les engins ont surtout provoqué un épais dégagement de fumée qui a dégradé plusieurs parois et revêtements. La suie a également souillé nombre de livres. Dès le début de la matinée, le personnel s'est affairé à nettoyer ce qui pouvait l'être. Dans l'après-midi, la sentence est tombée : pour venir à bout de tout le nettoyage, pas moins de deux semaines seront nécessaires. Hier soir, les investigations des policiers n'avaient abouti à aucune interpellation. Des témoignages ont fait état de la « présence de jeunes » dans le secteur au moment de l'alerte. Rien à voir, toutefois, avec un contexte de violences urbaines. C'est d'ailleurs l'hypothèse d'une "vengeance" qui est apparemment privilégiée par les enquêteurs. Des adolescents, priés de quitter la médiathèque récemment, parce que trop bruyants, auraient mal accepté les remontrances. Rappelons que le centre d'animation de la Confédération syndicale des familles (Cap-CSF) a aussi été victime d'un début d'incendie, le 3 mai. » Alain Coquil : 30 mai 2009. < <http://brest.letelegramme.com> >

« Finistère. Incendie criminel. Une ancienne école prise pour cible à Brest », *Le Télégramme*.

« Hier soir, à 22 h 30, les pompiers de Brest sont intervenus pour éteindre un incendie dans l'ancienne école Nattier, au cœur du quartier de Pontanézen, à Brest. Selon les premières constatations, le feu avait délibérément été allumé dans un tas de chiffons et de bois. Il semblerait que les flammes aient endommagé le toit de l'établissement. Pendant de longues minutes, une fumée très épaisse s'est dégagée du bâtiment. Une quinzaine de pompiers sont intervenus sur ce sinistre à l'aide de deux fourgons et de la grande échelle. En une demi-heure, ils sont venus à bout des flammes. Déjà, dans l'après-midi, des cocktails Molotov avaient été lancés dans la médiathèque Jo-Fourn, à travers une vitre préalablement brisée, noircissant quelques livres. Les lieux devraient être fermés au public au moins durant 15 jours. Le 3 mai dernier, le centre d'animation de la Confédération syndicale des familles (Cap-CSF) du même quartier avait lui aussi été incendié. » 30 mai 2009. < <http://brest.letelegramme.com> >

« Pontanézen. Incendie criminel contre une école désaffectée », *Le Télégramme*.

« Quelques heures après la médiathèque Jo-Fourn, l'ex-école Nattier, à Pontanézen, a, à son tour, été la cible de vandales, vendredi soir. Un acte toutefois sans conséquence pour le quartier. Le 3 mai, le centre d'animation du Cap-CSF était la proie des flammes. Dans la nuit de jeudi à vendredi, des cocktails Molotov étaient jetés à travers des vitres de la médiathèque Jo-Fourn, y mettant le feu. Et, vendredi soir, des vandales tentaient d'incendier un bâtiment de l'ex-école Nattier. Selon l'enquête, les auteurs du sinistre ont délibérément mis le feu à des papiers, des livres et des chiffons, après les avoir rassemblés dans une salle de l'école. L'intervention rapide des pompiers, prévenus par un riverain, a permis de limiter les dégâts. Seuls le plafond et les murs de la pièce d'où est parti le feu ont été endommagés. Depuis deux mois et l'aggravation, en appel, de peines de prison prononcées contre des Brestois, poursuivis dans le cadre de violences urbaines, commises en novembre 2005 (dont des coups de feu tirés contre des policiers), des équipements de Pontanézen sont régulièrement la cible d'actes de vandalisme.

Promise à la destruction : Le dernier en date, cependant, n'aura guère de conséquence, comme l'explique Hosny Trabelsi, adjoint chargé du quartier de l'Europe : "L'école Nattier est fermée depuis 2007 et des opérations de désamiantage doivent y démarrer la semaine prochaine. Le bâtiment sera détruit et, à sa place, seront bâties des maisons de ville." L'incendie, la veille, de la médiathèque Jo-Fourn, en revanche, va se traduire par une fermeture de sept jours des bibliothèques dont le coût est estimé à 20 000 euros. » Patrice Le Berre : 31 mai 2009. < <http://brest.letelegramme.com> >

- 24 S'il est vrai que l'espace du service public doit être protégé des conflits et des influences sociales ou politiques qui risquent de le coloniser, il est tout aussi vrai qu'une sociologie qui limite son champ d'analyse à un segment de la réalité ainsi définie par cet idéal de la citoyenneté abstraite risque de laisser trop de choses hors champ. Une sociologie qui se limiterait de cette façon risque de contribuer à la condamnation de tous ceux qui sont victimes de ces institutions censées les intégrer. La distinction proposée par François Dubet possède une productivité importante pour l'analyse des conflits qui entourent l'école, et jusqu'à un certain point on peut la mobiliser pour comprendre le cas des bibliothèques. Comme les enseignants, les bibliothécaires nous disent être confrontés quotidiennement aux « *indisciplines* » ou aux « *incivilités* » des jeunes qui ne veulent pas se plier au règlement. Et tout comme pour l'institution scolaire, les conflits du quartier semblent pénétrer l'enceinte de la bibliothèque et perturber le sanctuaire. D'où la perplexité des bibliothécaires lorsqu'ils disent : « *Nous n'y sommes pour rien.* » Mais la distinction extérieur/intérieur prise dans l'absolu risque d'entériner sur le plan de l'analyse ce qui est justement en question : la séparation (ou l'intégration) de la bibliothèque d'avec le quartier. Si elle maintient cette coupure sans la questionner, la sociologie pourrait contribuer à une double naturalisation. D'une part, elle pourrait entériner le rapprochement entre l'école et la bibliothèque et tendre à laisser croire que les unes et les autres doivent fonctionner sur le même mode. D'autre part, elle entérinerait la sanctuarisation de l'espace de la bibliothèque conçu comme un espace séparé des conflits sociaux qui traversent les quartiers. Procédant ainsi, nous rendons plus difficile la prise en compte de la bibliothèque comme étant un « acteur » qui participe pleinement de l'espace conflictuel des classes populaires.
- 25 Cette idée de séparation de l'institution et du social et, surtout, de dépouillement de l'individu pour pouvoir entrer dans le sanctuaire va parfois très loin. Ainsi, il y a le problème des signes religieux et des « *Salam Aleykoun* » qui dérangent les bibliothécaires et dont nous avons déjà parlé, mais aussi l'exigence imposée – parfois de façon rédhitoire – aux jeunes d'enlever les écouteurs et la casquette ou la capuche, comme on enlève son couvre-chef à l'église. Les exigences de retenue dans la conduite à l'intérieur de la salle de lecture (exigence de garder un minimum de silence, de ne pas courir, de ne pas parler au téléphone ou de ne pas manger) sont parfois vécues comme des exigences de dénuement identitaire – sans vouloir forcer le trait, un peu à la manière dont Erving Goffman a décrit le dépouillement identitaire opéré par les institutions totalitaires sur les individus, coupe de cheveux, obligation d'abandonner ses habits, etc¹⁸. Cette volonté de séparation de la bibliothèque par rapport à la vie du quartier se voit renforcée par la présentation de la réalité conflictuelle à laquelle participe la bibliothèque en termes de « violence ». Dans la problématisation des tensions, le mot « violence » remplace le mot « conflit » et parfois même celui de « contestation » ou d'« opposition à ». Or, il convient de sortir ce magma de conduites, de comportements et de faits en dehors de l'enfermement que sa catégorisation en termes de « violence » implique. Non qu'il n'y ait pas de violence dans nombre de ces actes, ou qu'ils ne fassent pas violence à beaucoup. De la violence, il y en a, et certains actes ou comportements « font violence », ce qui n'est pas pareil. Mais le problème vient du fait que le terme « violence » renvoie à une unidirectionnalité de l'acte. L'action va nécessairement de l'auteur à sa victime. Au contraire, si on pense en termes de « conflit », une réciprocité de l'action s'ouvre immédiatement. Une réciprocité entre deux parties ou plus qui se trouvent donc en situation d'opposition, de dispute ou de

confrontation. Et, en cas de conflit, beaucoup de questions et de problèmes s'ouvrent que l'idée de « violence » obture. Quel est l'objet du conflit ? Comment cela a-t-il commencé ? Comment résoudre le contentieux ?, etc.

Closer, Closed and Open

- 26 Comme nous l'avons vu, les bibliothécaires répètent à l'envi qu'ils ne sont pas des enseignants. Apparemment, tout les distingue. Tandis que maîtres et professeurs font de la lecture une obligation et un programme, eux sont là pour la « *lecture plaisir* ». Pas d'utilitarisme ni d'instrumentalisation, pas de calcul, pas de contrainte. Du plaisir. Voilà une fiction par laquelle ils cherchent à se maintenir dans un espace protégé. Car contrairement aux institutions scolaires, ils seraient « innocents » du point de vue des conflits sociaux, des dynamiques d'exclusion et des formes de domination auxquelles participeraient celles-ci. Ils ne demandent donc qu'à être maintenus à l'écart des conflits. Et peu importe le caractère fallacieux de cette représentation. Ce qui compte, c'est la distinction qu'elle opère entre les deux institutions, école et bibliothèque, les deux professions et les deux champs sociaux. Ainsi, ce n'est pas pareil d'entrer à l'école ou au collège que d'entrer dans la médiathèque du quartier. Celle-ci est ouverte comme un espace public, comme un espace de liberté pour qui veut la prendre. Elle est ouverte, « *tout public* », cherche à devenir de plus en plus accueillante et moderne, à élargir ses collections à des conceptions de moins en moins élitistes de la culture, elle fait des efforts pour ajouter d'autres contenus plus familiers dans la royauté du livre.
- 27 La clôture de l'espace de la bibliothèque, son identité et sa communication avec le quartier passent, en continuité avec la relation qu'elle a avec l'école, aussi par la manière dont elles font leurs collections. On peut tenter de comprendre les limites symboliques de l'institution en interrogeant les bibliothécaires à propos de *Closer*, un magazine de la presse *people*. L'idée nous est venue après avoir appris que, courant 2008, les bibliothécaires de Plaine Commune avaient débattu et s'étaient disputés à propos de l'inclusion ou non de ce quotidien, qui se présente lui-même comme étant « Le premier féminin *people*. News, actualités, scoops, potins, look, mode de stars, tout sur les célébrités et aussi des histoires vécues, forums, programme TV : tout est dans *Closer* ». Les arguments échangés à son propos sont de deux types. Un groupe minoritaire soutient que, si on veut faire venir les gens à la bibliothèque, il faut leur donner à lire ce qu'ils aiment, et ils aiment lire la presse *people*. Certains, dans ce premier groupe, prétendent avec nuance que ce type de lecture peut fonctionner comme un appât permettant de « *les amener vers autre chose* », cette autre chose étant sous-entendue comme des lectures plus sérieuses. La majorité s'y oppose, prétextant que la bibliothèque ne peut pas sacrifier sa fonction éducative et que céder à ce type de publication constitue une abdication ; « *la bibliothèque n'est pas là pour offrir ce que les gens trouvent déjà dans les supermarchés* », résume un bibliothécaire. Mais surtout, beaucoup trouvent cette publication de mauvais goût, « *presse à sensation* », voire « *à scandale* » et la qualifient même de « *basse littérature* », répugnés par ce caractère presque pornographique où la vie sentimentale, intime et sexuelle des célébrités est exhibée par un journalisme qui ne s'occupe d'autre chose que d'étaler la vie privée des personnalités publiques à la vue de tous. C'est du potin, et on le sait, « le potin est un signe de race des petites gens et des petits esprits »¹⁹. La presse *people* est considérée comme un « mauvais genre » presque « pornographique » (certains bibliothécaires

diront « *limite porno* » ou parleront de « *presse cul* ») parce qu'elle se fonde, il est vrai, sur l'alliance de l'exhibitionnisme des célébrités et du voyeurisme du public. Et comme on le sait, la pornographie est l'une des limites à l'ouverture des collections des bibliothèques. *Closer* et la presse *people*, c'est du voyeurisme. Dans le cas de Plaine Commune, le débat n'est pas clos, et 8 bibliothèques sur 23 sont abonnées à la publication qu'ils mettent en rayon « adultes » (pour 7 d'entre elles) ou « presse ». Une enquête récente sur la présence de la presse *people* dans les bibliothèques municipales dans toute la France montre une véritable frontière entre ce type de presse et le reste, y compris avec la « presse magazine » considérée comme plus acceptable bien que proche de la presse *people*. Ainsi, pour un échantillon de collections de 100 bibliothèques, 71 avaient *Paris Match* dans leurs collections, tandis que seulement 7 offraient *Closer* (celles de Plaine commune), 3 *Public*, 6 *Gala* et 4 *Voici*²⁰. Le contraste est saisissant entre ce rejet des bibliothécaires et la place que ce type de revue occupe au niveau national où *Closer*, *Gala*, *Public* et *Voici* captent chaque semaine à elles seules l'attention de plus de 11 millions de lecteurs et s'intègrent à côté de 57 autres titres comme la catégorie de presse la plus vendue en France²¹. D'autres études estiment qu'un jeune sur trois (de 15 à 29 ans) lit régulièrement la presse *people*²². Et confirmant la contradiction entre le goût massif pour ce type de presse et les objections ou les réticences envers ces publications, les quelques bibliothèques qui les ont incorporées confirment une véritable réussite dans ce choix. Dans le réseau de Plaine Commune, la présence de ces titres est minoritaire : 7 bibliothèques sur 24 seulement sont abonnées et ces titres représentent une part infime de ceux mis à disposition avec 36 abonnements *people* sur 1 586 périodiques²³. Cependant, les résultats sont positifs en termes de nombre de lecteurs : sur l'ensemble des périodiques proposés, *Le Parisien* arrive en tête des consultations sur place, suivi par *Closer* autant consulté que *Le Monde*, puis par *Libération* et *L'Équipe* ; et en termes de prêts, on compte 3 200 prêts pour 36 abonnements (données de 2011)²⁴.

- 28 Quand nous avons interrogé les bibliothécaires sur ce qui devait être dans une bibliothèque de quartier et ce qui ne le devait pas, la quasi-totalité s'est réfugiée derrière le « Manifeste de l'Unesco », notamment lorsqu'il indique que « Les collections et les services doivent être exempts de toute forme de censure, idéologique, politique ou religieuse, ou de pressions commerciales »²⁵. Cependant, ils ont tout de suite ajouté : « à l'exception, évidemment, des documents à contenu raciste ou pornographique ». Or, la presse *people* pose beaucoup de problèmes à ce système classificatoire et déstabilise les bibliothécaires pour une raison très simple. Ils sont persuadés que les habitants des quartiers lisent ce type de presse et sont même gourmands de ce genre de littérature. Mais ils sont incapables de donner une interprétation du contenu de ce type de magazine et des lectures auxquelles ils peuvent donner lieu. Ou, plus fréquemment, ils condamnent les effets d'aliénation de cette presse à la qualité littéraire médiocre et, qui, surtout, joue sur une représentation du politique aux antipodes des conceptions politiques et culturelles des bibliothécaires et des agents de la « culture légitime ».
- 29 Les enjeux représentés par le débat sur *Closer* s'organisent autour de la classification : où placer ce type de littérature dans le paysage culturel, l'inclure ou non dans la bibliothèque ? Cette classification et la possible inclusion ou non dans les rayons des bibliothèques donnent à voir le pouvoir des bibliothécaires et la distance à laquelle sont tenus les habitants (usagers ou pas de la bibliothèque) qui ne peuvent pas participer à des argumentations et des discussions à propos des collections. Raymond Williams a attiré l'attention sur les effets de la classification de la littérature en termes de

production d'un ordre culturel qu'il qualifie d'« hégémonie ». Celle-ci est une conséquence directe notamment de l'isolement de la « fiction » comme un genre littéraire à part, de la séparation de la vérité intérieure (subjective) de la vérité « extérieure » (objective) – des distinctions constitutives de l'ordre culturel bourgeois qui s'impose avec la modernité. Selon Williams, ces distinctions fondamentales sont tributaires, en dernière instance, de la séparation bourgeoise entre individu et société. Et surtout, plus encore pour ce qui nous intéresse, ces distinctions donnent lieu à celle entre le moment de l'« intention » (dans l'acte d'écrire) et le moment de la « critique » propre à la lecture²⁶. Les observations des bibliothécaires à propos de leurs collections et de la lecture et, dans notre cas, de la presse *people*, peuvent être interprétées dans ce cadre général afin de comprendre les « effets » que la lecture de ce type de littérature peut avoir sur la culture des classes populaires²⁷. Il s'agit, après tout, d'une presse qui, d'un côté, brise les frontières du public et du privé et attire l'attention du lecteur sur ce qui ne nous intéresse pas (la chambre à coucher et l'affectif). De l'autre côté, cette presse entraîne le lecteur vers un monde de fantaisie et de familiarité. Il est ainsi complètement détourné des vrais centres d'intérêt politiques, avec tous les effets de domination que cela peut entraîner. « *Au lieu de s'intéresser à la marche de l'économie et aux décisions du gouvernement, les gens perdent leur temps avec les histoires du président de la République et son épouse !* »

- 30 Mais c'est surtout Robert Darnton qui nous fournit un cadre d'interprétation pour ce rôle de la bibliothèque comme institution de classification et de prescription de la bonne lecture. Dans ses travaux sur l'univers de la littérature clandestine au XVIII^e siècle, il a notamment attiré l'attention sur la classification opérée par la police de l'Ancien Régime à propos des livres considérés comme « dangereux »²⁸. La police renvoyait à la clandestinité toute une série de livres catalogués comme « philosophiques ». Or, ce qui surprend l'observateur contemporain, c'est que cette catégorie de livres « philosophiques » comprenait aussi bien des titres de philosophie devenus pour nous des classiques, comme l'œuvre de Rousseau ou de Voltaire, que d'autres que nous qualifierons sans hésiter de « pornographiques », où l'objet était la représentation publique de l'obscénité ou, plus précisément, qui mêlait obscénité et scandale²⁹. Ce qui surprend, c'est que ces deux catégories peuvent être mêlées, philosophie et pornographie confondues, alors que nous maintenons ces deux genres radicalement séparés. Pourquoi mettre la pornographie dans le même sac que la philosophie ? Pourquoi ces deux genres étaient-ils considérés comme dangereux au même titre, et classés de la même manière ? Pourquoi les livres de pornographie étaient-ils considérés comme « philosophiques » ? Et, ce qui peut nous paraître plus surprenant encore, pourquoi les auteurs eux-mêmes, dans certains cas, comme dans le cas de Mirabeau, étaient-ils écrivains d'un genre et de l'autre ? Pourquoi l'œuvre de Rousseau était-elle considérée comme « philosophique » au même titre que des textes qui décrivaient des actes sexuels et du voyeurisme ? Pour deux raisons, nous dit Darnton. Premièrement, parce que la police d'Ancien Régime considérait cette littérature (philosophique et pornographique) comme dangereuse. Elle envoyait ainsi dans la clandestinité tous les livres qui offensaient l'Église, l'État ou la morale. Ainsi éditeurs, distributeurs et libraires cohabitaient dans un monde d'illégalité avec auteurs et lecteurs, un monde fait de circuits qui allaient de l'auteur aux imprimeurs établis en Suisse ou en Belgique pour revenir par des chemins sinueux jusqu'à la périphérie de Paris et être vendus sous le manteau par des libraires au cœur même de la capitale. Mais il faut chercher la deuxième cause de la confusion de ces deux genres dans les

raisons selon lesquelles la pornographie devenait « philosophie ». La pornographie n'était pas dangereuse parce qu'elle pouvait porter atteinte à l'intégrité morale des individus, comme le pensent aujourd'hui les bibliothécaires – et certainement aussi les enseignants. Elle était dangereuse parce qu'elle sapait les bases morales du régime. Que décrivaient très précisément ces livres pornographiques ? Ils racontaient la corruption des mœurs de l'aristocratie, de la noblesse, des membres du gouvernement et de l'Église. Ils décrivaient la sexualité des hommes et des femmes de pouvoir, permettant aux lecteurs de voir ce que l'écran de la représentation publique du pouvoir rendait invisible. La connivence malsaine et corrompue des puissants était mise à nu. On pouvait voir, à travers les descriptions minutieuses et le luxe des détails, les actes sexuels entre la comtesse et l'abbé. Des descriptions où le narrateur place le lecteur en position de voyeur. Et pour cela il faut aller voir non pas ce qui se passe là où le pouvoir se met en scène, mais là où il se cache, là où les véritables rapports entre les hommes et les femmes ont lieu. Des rapports sexuels qui sont en général cachés au peuple, mais qui permettent de comprendre la véritable sociabilité du pouvoir. Les hiérarchies sociales et politiques sont ainsi désacralisées, les autorités deviennent des femmes et des hommes communs ou, pire encore, totalement immoraux et corrompus. On peut alors se moquer d'eux et les connaître dans leur véritable vie. C'est probablement là qu'a vu le jour cette image d'une noblesse ignoble devenue, depuis, sens commun. Surtout lorsque, à la corruption sexuelle et aux tromperies d'alcôve s'ajoutent des conflits économiques, des vols, des héritages où l'intérêt privé et matériel le plus immédiat est totalement confondu avec l'exercice du pouvoir. Les livres pornographiques étaient classés comme dangereux à côté des livres philosophiques parce que les uns comme les autres traitaient de politique, de la réalité du politique et non pas de son idéal. C'est dans ce sens que ces deux genres de livres ont joué un rôle émancipatoire ou préparatoire à la Révolution, si l'on veut. Et c'est parce qu'ils s'inscrivent dans le cadre d'un long processus de transformation culturelle démarré au siècle précédent sous la forme d'un « processus de civilisation » (Norbert Elias) que cette critique de la morale de l'Ancien Régime a été efficace³⁰.

- 31 La confusion entre pornographie et philosophie, littérature érotique et libertine est courante parmi beaucoup de philosophes comme Diderot, car elle était pour eux une conséquence de l'exercice de la liberté et de l'esprit critique. Darnton étudie un exemple très intéressant dans l'un des plus importants « *best-sellers* » de l'époque, *Thérèse philosophe* (un temps attribué à Diderot)³¹. « Bien qu'elle soit dans l'air de son temps, la combinaison de sexe et de philosophie dans *Thérèse philosophe* choque le lecteur moderne. Comme dans beaucoup de cas de la tradition pornographique, le récit est fait d'une série d'orgies, mais articulées par une série de dialogues métaphysiques qui ont lieu pendant que les couples retrouvent leur souffle et récupèrent leurs forces pour la ronde suivante de plaisir. Copulation et métaphysique, rien n'est plus éloigné dans la mentalité moderne, mais plutôt proche de l'esprit libertin du XVIII^e siècle. »³² Le livre s'inspire de toute une série d'affaires célèbres dans la période prérévolutionnaire et très concrètement de l'affaire Dirrag, surnom donné dans l'ouvrage à Jean-Baptiste Girard. Celui-ci fut le recteur jésuite du séminaire de la Marine royale de Toulon, accusé par une jeune fille dont il était le confesseur d'avoir profité de sa condition de « directeur de conscience » pour la séduire. L'affaire donna lieu à une série de pamphlets sensationnalistes où on dénonçait ce cas, notamment après l'acquittement de Girard par le parlement d'Aix, en 1731. *Thérèse philosophe* avait tout pour attirer l'imagination anticléricale : « sexe et fascination, jeux sales dans le confessionnal et le

dévoilement du jésuitisme. [...] En traitant ces thèmes, *Thérèse philosophe* semblait raconter une histoire vraie »³³. Ce type de littérature « philosophique » érode les bases morales de l'Ancien Régime à plusieurs points de vue. Mais, pour ce qui nous intéresse, un élément est particulièrement important : comme dans le cas de *Thérèse philosophe*, mais aussi dans beaucoup d'autres, ces textes construisent une communauté de citoyens face au despotisme : « la distribution des rôles met les lecteurs et les écrivains dans une même communauté de citoyens [...] unie face à un même ennemi » : le pouvoir despotique³⁴. Et dans cette division, la stratégie qui pousse le narrateur et lecteur à regarder les espaces interdits du pouvoir, comme des voyeurs, est essentielle. Une fois ce point de vue adopté, « la politique devient simplement la lutte pour le pouvoir et un conflit de personnalités, l'une plus perverse que l'autre »³⁵. Le lecteur était souvent « introduit dans le monde secret des bordels où il pouvait observer les personnages les plus célèbres en train de jouer avec l'avenir des autres et avec la destinée de la France ». Dans certains cas, la disqualification du pouvoir et de l'autorité résulte d'autres procédés. C'est le cas des *Anecdotes sur M^{me} la comtesse Du Barry* (1775) où ce sont les capacités sexuelles de la protagoniste qui lui permettent de passer « de lit en lit, d'un bordel au trône »³⁶. Sur le long chemin de son ascension sociale, M^{me} Du Barry découvre que plus le statut social de ses amants était élevé, plus leur capacité sexuelle était faible. « Sous les draps, les riches et les nobles sont incompetents ou pervers. Les ducs n'ont pas d'érection, les prélats demandent à être flagellés, les comtesses pratiquent le lesbianisme. Lorsqu'elle voulait du plaisir pour elle, Du Barry descendait dans les chambres des servants. Ce thème, le plébéen comme étalon, était devenu un lieu commun dans la littérature érotique, mais il apparaît ici sous un ton presque démocratique, comme pour suggérer la supériorité innée des gens du commun. »³⁷ Et Darnton ajoute dans son analyse : « Le répertoire symbolique joue surtout sur un registre sexuel : le monarque, loin d'être une personne auguste, est aussi ridicule que n'importe quel cornard ; son sceptre est aussi impuissant que son pénis, son autorité aussi illégitime que tous les enfants qui vivent à la Cour, où les aristocrates fatigués laissent leurs laquais satisfaire leurs épouses. Par sa grossièreté même, le texte, raillant la personne du roi, travaille donc à enlever tout caractère sacré et, au-delà de ses symboles, toute légitimité à la monarchie. »³⁸ Enfin, « c'était une propagande plus dangereuse que celle du *Contrat social*, car elle sectionnait les liens de vertu qui liaient le public à ses gouvernants »³⁹.

- 32 Pourquoi ne pas lire la presse *people* dans le même sens ? Je n'ai pas procédé à une enquête sur les modes de lecture de ce type de magazine illustré ici par *Closer*. Mais à regarder ses pages, il semble qu'une hypothèse sur son contenu soit plus complexe que la simple disqualification de « basse littérature » opérée par les bibliothécaires. Ce qui attire l'attention, c'est ce double effet de proximité avec le pouvoir et d'un certain voyeurisme qui donnerait accès au monde des célébrités et des puissants en chair et en os. Non seulement la « vraie vie » des hommes publics est mise au jour, mais on a l'impression de découvrir le véritable tissu de relations sociales qui sous-tend le pouvoir. Les fêtes, les boîtes de nuit, les résidences secondaires, les propriétés, les héritages, les relations sentimentales, les infidélités, l'argent, le luxe, le sexe et surtout les corps sont au centre du regard. La portée politique d'une telle presse à ragots, descendante directe de la presse écotière et mondaine, est immédiate, car elle met en question la séparation privé/public. Mais, en fin de compte, ces journalistes et leurs lecteurs ne s'éloignent pas trop de l'hypothèse générale qui sert de soubassement à toute sociologie politique, à savoir qu'il y a un rapport entre la sociabilité et la politicalité

de tout individu, que pour mieux connaître le citoyen nous devons connaître ses relations, son capital, ses habitudes et sa vie quotidienne. Pourquoi, sinon, demander dans un sondage d'opinion quels sont le niveau de diplôme, la taille de la famille, les goûts de consommation, le lieu d'habitation, le revenu, l'état civil, etc. Parce qu'on pense que la « condition sociale » des individus informe leurs idées politiques et même, devinent les politistes, leur vote. Ce type de procédé n'est évidemment pas exclusif à la presse *people*. C'est propre à tout le journalisme de caricature, humoristique et même d'investigation comme *Le Canard enchaîné* ou *Charlie Hebdo*. Un type de journalisme politique dont l'essence est d'exposer au jour la face cachée du pouvoir, une face faite essentiellement de relations sociales et de liaisons invisibles dans la sphère publique – l'un des enjeux résultant justement de la capacité du pouvoir à cacher une partie de sa réalité derrière la séparation entre vie privée et vie publique.

33 Ce serait exagéré et peut-être même déplacé de soutenir que la presse *people* érode les bases morales de notre régime politique. Notamment parce que ce type de presse bénéficie de la soumission de l'espace public à la télévision et à Internet, et à une forme de télévision et d'Internet où le seul but recherché est la production de l'« image » et des mises en scène qui réalimentent les effets de « célébrités ». Car cette presse vit d'une confusion entre « célébrité » et « personne publique » qui provoque une réduction de l'espace public à celui des célébrités. Ainsi, lors des campagnes électorales, les hommes politiques cèdent ou se servent de cette presse pour accroître leur popularité. Dans ce monde, la télévision court après l'audimat et les entreprises du Web après le nombre de connexions comme les hommes politiques courent derrière les sondages. Il s'agit évidemment d'une forme d'espace public où les possibilités d'échanges argumentatifs s'avèrent pratiquement anéanties⁴⁰. Mais quelque chose de l'ordre d'une dénonciation de la corruption du régime démocratique peut y être lu chaque fois que cette presse met dans le même panier les hommes politiques et des personnalités de la télévision et du *show-biz*, des sportifs de haut niveau, des artistes et des têtes couronnées de l'aristocratie européenne⁴¹. Ils ont tous un point commun : ils sont riches et célèbres. Cette presse manque sûrement du raisonnement métaphysique qui liait dans le cas de l'Ancien Régime la littérature libertine à la philosophie. Si, comme le soutient Darnton, la pornographie d'alors parlait la même langue que celle des auteurs tels que Diderot, Holbach, La Mettrie, Mirabeau ou Rousseau, c'est qu'elle mettait en question son rapport au pouvoir autant que les représentations les plus fondamentales qui lient l'individu au monde, comme dans le rapport du sujet individuel, d'un côté à son corps et à sa sexualité et de l'autre côté à un espace public séparé du premier et qualifié de « vie privée ». Mais il y a encore une autre coïncidence entre la presse *people* et les observations faites par Robert Darnton pour les livres prohibés pendant la deuxième moitié du XVIII^e siècle. Comme sous l'ancienne monarchie, cette presse confirme l'idée que la politique est une affaire de puissants qui, dans le secret, donnent une vision trompeuse de la vie politique : car ils cachent la véritable nature de leurs actions et de leur sociabilité, et manipulent les citoyens, car les décisions importantes se prennent dans l'arrière-scène de l'espace public ; comme sous l'Ancien Régime, les affaires sont cuisinées dans les couloirs et les chambres du palais plutôt que décidées devant le peuple.

34 Dans son ouvrage *Les origines culturelles de la Révolution française*, Roger Chartier met les thèses de Robert Darnton en débat⁴². Non point pour questionner l'analyse que l'historien américain fait des « livres philosophiques », mais dans le cadre d'une discussion sur l'impact de cette littérature sur la Révolution. Il soutient que, si ces

livres ont pu être ainsi reçus et devenir de véritables *best-sellers*, c'est parce qu'il y avait déjà dans la conjoncture culturelle et politique de l'Ancien Régime un climat qui les rendait aptes à jouer ce rôle. Il met ainsi en question une image trop linéaire et de causalité trop immédiate entre l'auteur d'un texte et son influence politique qui ferait l'impasse des conditions sociologiques ou historiques de la formation d'un public. Cette discussion amène à faire preuve de la plus grande prudence concernant les hypothèses que je présente ici à propos de la presse *people*. Si nous pouvons proposer de lire cette presse tel que je suis en train de le faire, cela ne veut pas dire qu'elle est reçue exactement de cette façon par ceux qui la lisent quotidiennement, et moins encore que la séparation entre « classe politique » et classes populaires serait le « résultat » d'une telle littérature. Répétons-le, la confirmation de telles hypothèses nécessite entre autres une étude des lecteurs et de la lecture à laquelle nous n'avons pas procédé et pour laquelle nous ne disposons pas d'éléments suffisants. Nous savons à peine que les lecteurs sont essentiellement des lectrices (78 % de femmes parmi les lecteurs de *Closer* et de *Public* pour 2011) et que la proportion de jeunes lisant ce type de presse a beaucoup augmenté en France depuis dix ans, jusqu'à atteindre aujourd'hui 46 % de cette population et un tiers des 15-29 ans ; cela est étroitement lié au phénomène de diffusion des réseaux dits de type Web 2.0, Facebook ou Twitter (selon les résultats de l'enquête AEPM, Audience et études de la presse magazine). Mais il est intéressant de voir également comment certains analystes cartographient ce type de presse *people*, appelée aussi « presse *trash* ». Ainsi, à partir d'une analyse sur le contenu de la presse magazine, apparaît un schéma selon lequel cette presse *trash* (*Closer*, *Public*, *Choc*, *Oops*, *Entrevue*) se trouve à l'opposé des magazines « qui ont été longtemps la référence de la presse française » (*Le Monde Magazine*, *Le Figaro Magazine*, *Le Point*, *L'Express*, *Le Nouvel Observateur*, *Marianne*). Tandis que les premiers se diffusent et élargissent leur audience, les deuxièmes vieillissent et deviennent des « magazines de génération »⁴³. Pour d'autres, un classement distingue deux catégories de presse *people*, une plus « chic » (*Point de vue*, *Paris Match*, *Gala*), l'autre plus « populaire » (*Closer*, *Ici Paris*, *France Dimanche*, *Oops*, *Public*), et la sépare de la presse *trash* qui offre plus de place aux faits divers sensationnalistes ou à des informations plus ou moins scabreuses (*Entrevue*, *Choc*) – et comme on l'a vu, les bibliothécaires confirment ce classement, car ils admettent fréquemment *Paris Match* en même temps qu'ils maintiennent à distance les autres titres.

- 35 Dans le cadre de nos interrogations à propos des incendies de bibliothèques, la présence de ce type de presse et de littérature confirme le sentiment que, dans sa réalité, la démocratie est divisée en deux, le monde des gouvernants et celui des gouvernés, le monde des puissants et celui des citoyens. C'est sur la base de cette séparation qu'émerge et se lève l'idée d'une « classe politique », et il n'y a rien qui ait plus de force dans les représentations des classes populaires avec lesquelles j'ai travaillé que cette séparation entre « eux » (les *puissants*, les *politiques*) et « nous ». Dans ce cadre, une presse comme *Closer* permet à la fois de se croire proche du pouvoir et de s'en rapprocher pour le regarder à nu comme un voyeur. Une proximité que rend possible le photographe, le paparazzi, quand il entre avec son objectif dans l'intimité de ceux qui se tiennent à distance, quand il les rapproche avec son zoom. C'est là que réside toute l'ambiguïté de cette relation politique au pouvoir. Cette presse donne à voir également une connivence entre la célébrité et l'argent qui révèle un monde où se côtoient hommes politiques, entrepreneurs, acteurs et comédiens, musiciens, sportifs, « riches et célèbres » se distinguant du « peuple ». Ainsi, l'aura des autorités politiques

se voit corrompue par son entrée dans un monde plutôt souillé. Une souillure qui provient du fait que cette presse exclut la « culture » et les intellectuels du monde du pouvoir. Ni hommes de lettres, ni savants, ni peintres, ni le ballet, ni l'opéra n'habitent les pages de ces revues. Par cette séparation qu'elle opère entre politique et culture, entre pouvoir et culture, la presse *people* construit un monde accessible aux classes populaires. Un monde où les compétences intellectuelles requises pour lire ce qui s'y passe ne sont pas inaccessibles, des revues faciles à lire, des images d'accès direct. La presse *people* joue ainsi à la fois de la distance et de la proximité entre le peuple et les célébrités, ces gens sont riches et célèbres (c'est ce qui les met à distance), ont une sexualité et un corps, ne possèdent pas un grand capital culturel, et partagent les problèmes de madame et monsieur Tout-le-Monde, ils sont comme nous. D'un côté, les effets critiques de ces lectures peuvent ainsi se voir annulés par l'illusion de proximité entre gouvernants et gouvernés que de telles images induisent. Mais de toute évidence, de l'autre côté, cette presse couvre un espace vacant dans le monde de l'analyse politique. Et, de surcroît, elle fournit aux classes populaires l'occasion de parler du pouvoir. Or, du moment qu'elle écarte la « culture » de son univers, cette presse donne une image du monde qui déplaît aux bibliothécaires : elle exclut la culture du pouvoir et donne une vision du pouvoir totalement désacralisée où l'autorité n'existe plus, il n'y a que des puissants.

- 36 La presse *people*, avec d'autres types d'écrit, pose problème aux bibliothécaires, car elle met en lumière encore une fois la bibliothèque comme acteur politique au sein du monde conflictuel des classes populaires. Par cette séparation entre « eux » et « nous », par la distinction et la disqualification qu'elle affirme de la « classe politique » et des « puissants », la presse *people* confirme l'hypothèse selon laquelle les hommes politiques ne sont pas des citoyens comme les autres. Le pouvoir n'est plus dans nos démocraties un « lieu vide », à la manière dont l'a caractérisé Claude Lefort, mais bien un espace occupé par un groupe social⁴⁴. Dans ce sens, des observateurs de points de vue si discordants entre eux que Bernard Manin⁴⁵, Jacques Rancière ou Pierre Rosanvallon⁴⁶ s'accordent récemment pour dénoncer ce problème du régime représentatif comme étant l'un des problèmes majeurs de notre démocratie. Rancière va même jusqu'à parler de « monopolisation du pouvoir » et d'une « privatisation du politique » de la part d'une « aristocratie politicienne »⁴⁷.
- 37 L'exercice de cette censure, qui interdit le pornographique et qui rend difficile l'entrée de périodiques comme ceux de la presse *people* (que beaucoup de bibliothécaires qualifient aussi de presse « *cul* »), rend évident que la bibliothèque ne peut pas être réduite à une « lecture plaisir », mais qu'elle est bel et bien un acteur qui agit dans l'espace politique des quartiers et des classes populaires. Or, c'est un agent qui, tout comme les hommes politiques, cache une phase de son pouvoir pour pouvoir l'exercer. Le vieil « Enfer » des bibliothèques d'antan a trouvé une forme d'existence nouvelle dans beaucoup de bibliothèques de quartier où les bibliothécaires livrés à eux-mêmes par le pouvoir politique ne savent pas quoi faire des conflits religieux. Ainsi, comme beaucoup d'autres, la bibliothèque John-Lennon, dans le quartier dit « des 4 000 », à La Courneuve, a décidé de retirer de ses rayons la Bible, le Coran et la Torah et d'enfermer ces trois livres dans un placard. Motif ? « *Parce que le Coran a été volé à plusieurs reprises, des pages de la Bible sont régulièrement arrachées et la Torah a été souillée avec des croix gammées et des insultes antisémites* », nous explique l'un des bibliothécaires.

- 38 Nous savons que tout le monde ou presque considère que la bibliothèque est une institution essentiellement politique, mais qu'à peu près tout le monde aussi nie ce caractère politique de la bibliothèque. Elle est « *au cœur de notre démocratie* » pour le ministre de la Culture, c'est un instrument d'émancipation pour beaucoup de bibliothécaires qui la considèrent aussi souvent comme « *un outil de lien social* ». Et les habitants lui attribuent également un caractère politique. Ainsi fut brûlée, dans la nuit précédant le second tour de l'élection présidentielle de mai 2007, l'« annexe » du quartier des Aunettes, à Évry. Et quelques jours avant, dans un quartier de Saint-Denis, un de ces jeunes rebelles, de ceux qui tiennent les murs du quartier, a dit à l'une des bibliothécaires : « *Si Sarkozy passe, on vous brûle la bibliothèque.* » J'entends encore la phrase comme une menace qui résonne. Et je souligne le « vous » de la phrase, « *on vous brûle la bibliothèque* », qui semble tout dire : « vous et nous ne sommes pas les mêmes » ; « la bibliothèque est à vous et pas à nous » ; « vous êtes du même côté que Sarkozy, pas nous » ; « vous êtes du côté de ceux qui nous gouvernent ». Enfin, cette phrase rappelle ces actes qui, comme les incendies pendant les émeutes, placent la bibliothèque effectivement au cœur du fonctionnement politique de la société, qui lui donne une place significative dans le rapport entre les classes populaires et l'État, entre elles et le système politique.
- 39 Or, le problème ainsi posé, celui d'une bibliothèque chargée avec les intentionnalités politiques d'un groupe particulier (celui des « politiques », justement), réduit presque à néant l'autre intention politique de la bibliothèque, celle-là même par laquelle elle s'autodéfinit comme un espace « ouvert », comme un espace public. Le mot « politique » apparaît donc dans des sens hétérogènes, voire divergents. Les uns et les autres utilisent ce mot pour dire une chose ici, le contraire plus loin. Par exemple, quand la bibliothèque se défend de « faire de la politique » ou que l'école ne veut pas que « la politique entre » dans son enceinte, le mot « politique » est employé pour faire référence aux luttes partisans ou à la concurrence pour le pouvoir. Mais dans un sens opposé, le mot est employé pour nommer le projet de « vivre ensemble », en démocratie et en république. Or cette polysémie confuse et polymorphe n'est pas seulement à clarifier comme dans une démarche analytique qui séparerait l'ivraie du bon grain. Car si cette polysémie confond, c'est aussi parce qu'elle doit être prise en considération, intégrée dans notre champ d'observation en tant que telle, surtout si nous voulons rendre visibles les formes de domination dont souffrent aujourd'hui les classes populaires. Ainsi, l'incendie d'une bibliothèque n'aura pas été un acte gratuit. Il aura servi à ouvrir des questions sur un univers aussi complexe que confus. Il nous a permis de nous interroger sur l'action des bibliothèques dans le monde des classes populaires et de questionner la confuse vie politique de ces institutions et de ces espaces sociaux.
- 40 Quand les bibliothèques des quartiers populaires excluent de leurs collections la presse *people*, elles agissent clairement et les bibliothécaires explicitent le sens de leur action. Il s'agit de ne pas alimenter la perversion de l'univers culturel des classes populaires avec une presse de mauvais genre déjà omniprésente à travers toute sorte de médias et de canaux de diffusion culturelle. Mais ce faisant, elles confirment la séparation eux/nous sur laquelle la presse *people* s'appuie et se rangent, aux yeux des classes populaires, du côté d'un « eux » encore plus distant de la culture populaire. En faisant le choix de cette exclusion, les bibliothèques affirment leur alliance entre la culture lettrée, celle des humanités et les hommes politiques qui, jusqu'ici, cultivent ce genre

de pratique culturelle. Au fond, dans un univers majoritairement dominé par une pensée de gauche, les bibliothèques revendiquent et travaillent dans le sens d'un populaire-savant ou d'un populaire-noble qui se positionne aux antipodes de la conception que la presse *people* a, tout à la fois, de la politique, de la culture et du peuple. En effet, l'exclusion est mutuelle. Si les bibliothécaires n'aiment pas *Closer*, *Public* ou *Oops*, il n'est pas moins vrai qu'il est pratiquement impossible de trouver un article d'analyse politique ou une critique littéraire ou de cinéma dans ce type de presse. Le contenu compte ici beaucoup dans le tracé de la frontière qui sépare les deux groupes : il distingue deux mondes sociaux (qui ont des goûts et des pratiques culturelles différents), mais qui se différencient aussi par des pratiques politiques en conflit, voire en contradiction.

- 41 Le problème est que les bibliothèques sont en position de faiblesse, tandis que leurs opposants sont en plein essor. Mais leur fermeture risque d'affaiblir davantage le camp des bibliothécaires et de rendre plus aiguë l'opposition avec les classes populaires qui leur jettent des cailloux et autres cocktails Molotov. Dans un cadre de très faible fréquentation (moins de 10 % d'inscrits), les bibliothèques n'ont d'autre choix que de se rapprocher des classes populaires pour agir avec elles. Sans quoi elles risquent de se trouver complètement *out* et de laisser les quartiers de l'autre côté de la frontière, dans un territoire dominé par les industries culturelles et par une conception de la politique certes inquiétante. Le mouvement n'est pas facile, car se rapprocher du terrain des classes populaires aujourd'hui nécessite d'approcher le territoire contrôlé par l'autre, par ces mêmes industries culturelles dont le pouvoir risque de devenir hégémonique. Mais ni la bibliothèque ni aucun agent culturel ne pourront avancer dans cette direction en prenant les classes populaires uniquement comme une cible.

NOTES

1. Un habitant d'un quartier de Saint-Denis à une bibliothécaire, la veille du deuxième tour de l'élection présidentielle de mai 2007.
2. Les bibliothèques accueillent de plus en plus de classes d'école, ce qui apparaît dans leurs statistiques sur les usagers comme des « collectivités » (« essentiellement enseignants », précise-t-on). En 2009, 1 036 enseignants se sont inscrits avec leur classe à l'une des bibliothèques de Plaine Commune, contre 976 en 2008. Voir Plaine Commune, *Rapport d'activité 2009*, document cité.
3. Anne-Marie Chartier, Jean Hébrard, *Discours sur la lecture, 1880-1980*, Paris, Éditions de la Bibliothèque publique d'information – Centre Pompidou, 1989.
4. Propos d'Anne-Marie Chartier, in Anne-Marie Chartier, Jean-Claude Pompuignac, « La lecture publique entre discours et pratiques », *Esprit*, 1991, n° 170, p. 106.
5. Rappelons, par exemple, que les périodiques ne sont entrés dans les bibliothèques que dans l'entre-deux-guerres et qu'ils ont été difficilement acceptés par les bibliothécaires.

6. Ces diagnostics s'appuient sur le rapport du ministère de la Culture sur les pratiques culturelles des Français. La principale victime de cette victoire des écrans serait le livre. Ainsi, beaucoup voient un rapport direct entre « le triomphe des écrans » et la baisse de lecteurs de livres. Le rapport de 2008 montre que de plus en plus de Français ne lisent aucun livre dans l'année : 30 % en 2008. Parmi les lecteurs, 38 % ont lu 1 à 4 livres en 12 mois. Et il montre aussi que les bibliothèques se vident un peu plus : 72 % des Français n'y ont pas mis les pieds de l'année en 2008 (contre 69 % en 1997). Et la proportion des Français y allant au moins une fois par semaine est passée de 9 à 7 %. Voir Olivier Donnat, *Les pratiques culturelles des Français à l'ère numérique. Enquête 2008*, Paris, La Découverte – ministère de la Culture et de la Communication, 2009. Et du même auteur : « Lecture, livre et littérature. Évolutions 1973-2008 », in Christophe Evans, *Lectures et lecteurs à l'heure d'Internet. Livre, presse, bibliothèques*, Paris, Éditions du Cercle de la Librairie, 2011, pp. 27-40.

7. Roger Chartier, « Lecteurs et lectures à l'âge de la textualité électronique », in Gloria Origgi, Noga Arikha (dir.), *Text-e. Le texte à l'heure de l'Internet*, Paris, Éditions de la BPI – Centre Pompidou, 2003, pp. 17-30.

8. La part de livres dans les collections reste très majoritaire. Pour les 23 bibliothèques de Plaine Commune, les livres représentent 76 % des 838 542 documents qu'intégraient leurs collections en 2009, tous supports confondus. Les DVD représentaient 2 % des fonds et 14 % des prêts. La part des livres, en baisse, était de 78 % en 2008. Voir Plaine Commune : *Rapport d'activité 2009*, document cité.

9. Les lettres « BT » à côté du prénom de la personne interviewée indiquent que celle-ci est un « bibliothécaire » – au sens large d'une personne travaillant dans une bibliothèque.

10. Voir François Dubet, « Hors du monde », pp. 25-29, et « Le sanctuaire », pp. 29-31, in *Le déclin de l'institution*, Paris, Seuil, 2002.

11. Voir François Dubet, « Quelles formes de violence à l'école », in *Faits d'école*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2008 (coll. Cas de figure), pp. 105-111.

12. *Ibid.*, p. 108.

13. « Pontanézen, école Sanquer. Des actes criminels », *Le Télégramme*, 2 juin 2009. [En ligne] < <http://brest.letelegramme.com> >

14. « École Sanquer, Pontanézen. Les élus UDC scandalisés », *Le Télégramme*, 3 juin 2009. < <http://brest.letelegramme.com> >

15. Allusion à un reportage du magazine « Envoyé spécial », diffusé quelques semaines auparavant.

16. « Pontanézen. Incendie criminel contre une école désaffectée », *Le Télégramme*, 31 mai 2009. [En ligne] < <http://brest.letelegramme.com> >

17. Karl Marx, *Sur la question juive*, Paris, La Fabrique, 2006 (*Zur Judenfrage*, 1844).

18. Erving Goffman, *Asiles. Études sur la condition sociale des malades mentaux et autres reclus*, Paris, Minuit, 1968 (coll. Sens commun) (*Asylums...*, 1961).

19. Guy de Maupassant, « Correspondance », in *Contes et nouvelles*, t. 1, Paris, Gallimard, 1974 (coll. Bibliothèque de la Pléiade), (*Contes divers*, 1892). Dans ce même texte, composé de lettres échangées entre une nièce et sa tante, on peut lire aussi : « Mais il est une chose qui m'exaspère et me choque par-dessus tout, c'est la liberté qu'ils prennent à parler en public » ; « ils » étant ici « les chasseurs », toujours grossiers.

20. On doit noter la frontière nette existant entre *Paris Match* et les autres périodiques de la presse *people*. Tandis que les nouveaux venus de la galaxie *people* sentent le soufre, *Paris Match* est depuis longtemps intégré dans le sanctuaire de la bibliothèque et appartient à la grande majorité des collections. Mathilde Peyrou, *La presse people dans les bibliothèques municipales*, Mémoire d'étude pour le diplôme de conservateur de bibliothèques, sous la direction de Denis Merklen : ensib – université de Lyon, 2013.
21. Données de 2011 tirées d'*Audipresse One*. La revue *Closer* a vendu plus de 445 000 exemplaires par semaine en 2011, et elle est leader pour les consultations en ligne.
22. Jean-François Barbier-Bouvet, « Les jeunes et la presse magazine : états des lieux quantitatifs », in Jean-François Barbier-Bouvet, Amandine Pellizzari, Paola Spaventa, *Les jeunes et la presse magazine*, Paris, Éditions de la Bibliothèque publique d'information – Centre Pompidou, 2011.
23. En plus de *Closer*, le réseau a récemment intégré *Public*, *Voici*, *Be*, *Fan2* et *One*.
24. Mathilde Peyrou, *op. cit.*
25. Manifeste de l'Unesco sur la bibliothèque publique. [En ligne] <http://www.unesco.org/webworld/libraries/manifestos/libraman_fr.html> (consulté le 6 juin 2011).
26. Raymond Williams, *Marxism and Literature*, Oxford, Oxford University Press, 1977, p. 153 sq.
27. Dans le cadre d'un échange entre bibliothécaires pour décider si *Closer* devait être intégré aux collections ou non, une bibliothécaire a dit qu'elle laissait sa fille de 13 ans lire ce magazine, mais à condition de le faire avec elle (la mère). Elle a indiqué alors que « *peut-être il faut faire pareil [à la bibliothèque]* ».
28. Robert Darnton, *Édition et sédition. L'univers de la littérature clandestine au XVIII^e siècle*, Paris, Gallimard, 1991 (*The Literary Underground of the Old Regime*, 1982). Voir aussi, du même auteur, « Vies privées et affaires publiques sous l'Ancien Régime », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2004, n° 154, pp. 24-35.
29. Bien que la littérature érotique soit très ancienne, la pornographie comme telle n'existait pratiquement pas à la fin du XVIII^e siècle, bien que le mot ait été inventé en 1769 par Restif de la Bretonne dans *Le Pornographe ou Idées d'un honnête homme sur le projet de règlement pour les prostituées*. La pornographie naît pendant le XIX^e siècle, lorsque les bibliothécaires ont mis sous clef les livres qu'ils considéraient comme sales dans « l'Enfer » de la Bibliothèque nationale ou dans le *Private Case* du British Museum. Voir Robert Darnton, *The Forbidden Best-Sellers of Pre-Revolutionary France*, Londres – New York, W.W. Norton, 1995, notamment le chapitre III, partie II, « La philosophie pornographique ».
30. Roger Chartier, *Les origines culturelles de la Révolution française*, Seuil, Paris, 2000 (coll. L'Univers historique) [réédition avec une postface inédite de l'auteur].
31. *Thérèse philosophe. Mémoires pour servir à l'histoire du père Dirrag et de mademoiselle Eradice*, probablement écrit par le marquis d'Argent et publié en 1748, selon Darnton.
32. Robert Darnton, *The Forbidden Best-sellers...*, *op. cit.* Les citations correspondant à cet ouvrage sont tirées de l'édition argentine : *Los best sellers prohibidos en Francia antes de la revolución*, Buenos Aires, Fondo de cultura económica, 2008, p. 147 [trad. de l'auteur].
33. *Ibid.*, p. 148.

34. *Ibid.*, p. 205.
35. *Ibid.*, p. 233.
36. *Ibid.*, p. 213.
37. *Ibid.*, p. 223.
38. Robert Darnton, *Édition et sédition...*, *op. cit.*, p. 212.
39. Robert Darnton, *The Literary Underground of the Old Regime*, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 1982, p. 225.
40. Encore une fois, la comparaison France – Argentine apporte un certain éclairage. Beatriz Sarlo montre comment l'émergence de ce qu'elle appelle « *celebrityland* » au moment du premier gouvernement Menem se prolonge jusqu'à aujourd'hui comme une forme de perversion politique où la télévision se combine à la presse *people* et aux réseaux de type Twitter ou Facebook. Et on connaît bien le scandale que la « *peopolisation* » de la politique dénoncée sous l'ère Sarkozy a provoqué en France. Pour le cas argentin, voir Beatriz Sarlo, *La audacia y el cálculo. Kirchner 2003-2010*, Buenos Aires, Sudamericana, 2011, notamment « *Aventuras de la política en celebrityland* », pp. 11-57.
41. Une étude plus détaillée de cette presse, en plus d'un travail sur les manières de la lire, sur les conditions de sa réception, devrait montrer les différences et nuances que les titres des nombreux magazines *people* présentent entre eux. Par exemple, l'hebdomadaire *VSD* met plus en scène les hommes politiques que les autres personnalités du *show-business*, comme le fait *Closer*.
42. Roger Chartier, « L'événement et ses raisons », postface à l'édition de poche, *Les origines culturelles de la Révolution française*, *op. cit.*, notamment p. 287 sq. Ainsi, dit-il, « à trop serrer le lien entre la subversion, présente dans les écrits, et la "révolution", installée dans les esprits, le risque existe d'annuler la spécificité des opérations par lesquelles des lecteurs ou des lectrices construisent la signification des textes » (p. 287). Pour Roger Chartier, « les détachements vis-à-vis [...] de l'ordre ancien ne doivent pas être compris comme le *résultat* de la circulation des "livres philosophiques" mais, à l'inverse, comme la *condition* de leur succès » (p. 288).
43. Jean-François Barbier-Bouvet, « La lecture des magazines par les jeunes adultes : un écran de papier ? », in Christophe Evans, *Lectures et lecteurs à l'heure d'Internet*, *op. cit.*, pp. 115-133.
44. Claude Lefort, *L'invention démocratique. Les limites de la domination totalitaire*, Paris, Fayard, 1981 ; et du même auteur, *Essais sur le politique. XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Seuil, 1986 (coll. Esprit).
45. Bernard Manin, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion, 1996 (coll. Champs ; 349).
46. Pierre Rosanvallon, *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Paris, Seuil, 2006 (coll. Les livres du nouveau monde).
47. Jacques Rancière, *La haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique, 2005.